

artiste » chorégraphique exprimant le tréfonds de leur époque ; ainsi en est-il aussi du théâtre moderne faisant voler en éclats le statut du corps à l'image de ce que produit le siècle ; ou encore du corps bafoué de la femme maghrébine en vertu de mœurs ancestrales, etc. Dans chaque cas, à des degrés certes divers, une sorte de théorie du reflet s'avère clandestinement à l'œuvre qui fait oublier la présence médiatrice des logiques inhérentes à l'univers psychiatrique, théâtral, médiatique, cinématographique, etc. Enfin, certaines contributions donnent l'impression qu'une analyse de corpus peut suffire pour rendre raison d'une partie des phénomènes constatés, alors qu'une enquête, fût-elle rudimentaire, sur les intervenants (par exemple, dans la blogosphère adolescente) y est indispensable. Autant de remarques qui, cela dit, n'enlèvent rien aux résultats globalement stimulants de cette rencontre pour les sciences humaines et sociales en général.

Paul Dirkx

Centre Jean Mourot, université Nancy 2  
Paul.Dirkx@univ-nancy2.fr

Jean-Paul GAUDILLIÈRE, Hugues JALLON, dirs, « De quoi avons-nous (vraiment) besoin ? Bonheur, consommation, capitalisme », *Mouvements des idées et des luttes*, 54.

Paris, Éd. La Découverte, 2008, 144 p.

De toute évidence, la 54<sup>e</sup> livraison de la revue *Mouvements des idées et des luttes* est au cœur du débat social, politique et intellectuel, en abordant plusieurs thèmes phares comme le besoin, le bonheur, la consommation, le capitalisme, l'écologie, etc. Dans ce dossier divisé en trois parties (« Besoin et aliénation » ; « Besoins et bonheur » ; « Besoins, économie et développement »), les auteurs cherchent à « penser les besoins » en distinguant les « faux » des « vrais », ceux qui sont « authentiques » ou « factices », et en répondant à plusieurs interrogations telles : « Quels critères déterminent la valeur des besoins humains ? Imagine-t-on un État démocratique qui se chargerait de déterminer (même avec l'aide de citoyens investis dans des instances de démocraties participatives) les "vrais" besoins de ses citoyens ? » (p. 8).

Jean-Paul Gaudillière et Hugues Jallon précisent que « l'enjeu de ce numéro n'est pas la liste de ce dont nous aurions (vraiment) besoin mais la façon dont on peut repenser le problème, revisiter – du point de vue des besoins – des catégories comme celles de progrès technique, d'abondance, de bonheur

ou encore d'aliénation » (p. 9). Pour atteindre cet objectif, de nombreux sujets sont traités : l'aliénation, la réalisation de soi, l'économie de bonheur, les techniques et l'augmentation de la productivité, la conscience écologique, la fabrication des besoins, les nouvelles figures du capitalisme, la révolution numérique, etc. Ce sont les travaux de Theodor W. Adorno et l'état des lieux d'Agnès Heller qui fondent la réflexion engagée dans l'ouvrage. Pour le premier, et à partir d'un texte écrit lors de l'exil américain du chercheur, la théorie des besoins est socialement marquée. Elle pose la question de la satisfaction sans différenciation préalable entre les bons et les mauvais besoins, authentiques et artificiels, vrais et faux (p. 15). *A contrario*, Agnès Heller illustre – « dans le contexte des discussions des années 1970 sur l'autogestion et les nouveaux mouvements sociaux » (p. 13) – la différence entre « vrais » et « faux » sous trois angles : elle rejette la division entre besoins « réels » et « imaginaires », accepte celle entre « bons » et « mauvais » dans un sens concret, et adopte la distinction entre besoins « préférés » et « non préférés », à condition toutefois que celle-ci soit associée aux valeurs.

À ce sujet, Alain Deneault traite de la valeur monétaire en s'appuyant sur les travaux de Georg Simmel *La philosophie de l'argent* (trad. de l'allemand par Sabine Cornille et Philippe Vermeil, Paris, Presses universitaires de France, [1907] 1987 – p. 34), pour qui l'argent est un *méta-moyen* permettant l'accès aux choses. Alain Deneault passe d'une description utopique de la valeur monétaire à un discours polémique en indiquant que l'argent provoque une série de pathologies qui vont du fait d'être blasé au cynisme, en passant par l'avarice et la cupidité (p. 39). Dans le prolongement, Stéphane Haber critique le capitalisme et le lien qu'il entretient avec la dépossession. Il définit l'« aliénation » et pose l'idée selon laquelle la critique de celle-ci ne se limite pas aux modèles qui composent les systèmes aliénants tels l'argent, le capital (au sens de Marx) ou l'État bureaucratique. En effet, historiquement, philosophie de l'aliénation et critique pré-écologique de la modernité capitaliste sont fortement articulées. Aussi conclut-il qu'« aujourd'hui, ce sont les thèmes et les combats de l'alter-mondialisme qui constituent les incitations les plus stimulantes à redécouvrir la fécondité du vieux concept marxien d'aliénation » (p. 53).

C'est la question du « système technique et déshumanisation » qui intéresse Thierry Paquot. Citant Günther Anders (*L'obsolescence de l'homme*.

Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle, trad. de l'allemand par Christophe David, Paris, Éd. de L'Encyclopédie des nuisances/, Éd. Ivréa [1956] 2002 ; voir aussi Daglind Sonolet, Günther Anders : phénoménologue de la technique, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006) et Bernard Charbonneau (voir notamment *Le jardin de Babylone*, Paris, Gallimard, 1969, nouvelle édition, Paris, Éd. de l'Encyclopédie des nuisances, 2002 ; Christian Roy, « Aux sources de l'écologie politique : le personnalisme "gascon" de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, XXVII, 1992, pp. 67-100), il considère que le déploiement des techniques détruit l'humanité qui se retrouve « sans monde ». Ainsi Bernard Charbonneau considère-t-il que le système technique tente le progrès pour le progrès, ce qui engendre et facilite l'homogénéisation des humains. Mais Thierry Paquot estime que ce sont les loisirs qui sont évoqués par les études et non la consommation. Cette dernière s'impose progressivement sous la pression des industriels du loisir qui occupent le temps libre. Selon le chercheur, que ce soit à travers le désir ou les besoins, le bonheur est fondé sur l'accumulation : « Cette conception du bonheur par la consommation légitime le système productif et ses innovations techniques » (p. 64).

Élise Requilé poursuit en traitant du « développement personnel aujourd'hui » qui, d'après elle, symbolise un secteur de l'édition et des services, une démarche et l'ensemble des pratiques sur lesquelles elle s'appuie. « Le développement personnel » s'inscrit donc davantage dans une démarche de bien – ou de mieux-être – que dans une démarche de soin approfondie. Ces pratiques s'appuient sur l'idée d'une sous-exploitation du potentiel humain, qui englobe les capacités essentielles de l'individu » (p. 68). Elle cite également les « principes et notions clés du développement personnel » en précisant que ceux-ci sont « la philosophie » implicite qui mesure le rapport à soi et au monde que véhicule le développement personnel. Elle évoque aussi les « trois pôles d'influence : psychotechniques, approche humaniste et thérapies cognitivo-comportementales », et la « gestion des effets, au détriment de la prise en compte des causes » en soulignant que « le développement personnel s'appui [...] sur un ensemble d'approches qui visent le traitement et la gestion des effets en laissant de côté le travail d'explication des causes du malaise psychique ou physique et des conditions de leur production » (p. 73).

Quant à Ilana Löwy, elle s'intéresse au point de vue anglo-saxon de l'économie de l'argent car c'est aux États-Unis et en Grande-Bretagne que les recherches sur le bonheur se sont initialement développées. La chercheuse traite du lien entre action politique et bonheur et évoque les chercheurs britanniques : « Le *New Labour* et la science du bonheur », « Richard Layard et la qualification du bonheur », « Richard Sennet et le bonheur des artisans », « Richard Wilkinson ou les conséquences mortelles du déficit de bonheur ». En conclusion, elle évoque « l'économie du bonheur entre *realpolitik* et utopie » pour en venir à ce constat : « L'écart entre l'aspiration de créer une société égalitaire et fraternelle, et celle de construire une société qui rende possible la recherche de bonheur et protège la propriété privée, résume bien les tensions de la nouvelle "économie de bonheur" » (p. 86).

Dans un entretien mené par Vincent Bourdeau, Fabrice Flipo et Julien Vincent, Gareth Stedman Jones étudie la notion de besoins collectifs. Il considère que les besoins sont toujours individuels : « Je ne crois pas que la notion de besoins collectifs soit très éclairante » (p. 88). D'après lui, cette question soulève le problème des relations entre les personnes et les choses, et suggère un état de la réalité qui répond aux besoins individuels. En outre, dans « Écologie en temps de guerre », Mike Davis explique que les Américains connus par leur forte consommation, sont devenus écologistes pendant la Seconde Guerre mondiale en encourageant le covoiturage, en « recyclant les idées et non pas seulement les matériaux » et en incitant les citoyens à n'acheter que le nécessaire. (p. 96). Enfin, Jean-Paul Gaudillière analyse la relation entre connaissance, innovations et besoins. Il estime que la société de la connaissance met en débat l'émergence d'un nouveau capitalisme – dit « cognitif » ou « immatériel » – et espère que les discussions sur la révolution numérique aboutiront à des critiques sur la consommation, les besoins et le travail qui, d'après lui, ont été effacées des mémoires au cours des décennies de la « fin des utopies » (p. 110). À noter que cette livraison est complétée par un entretien avec Joan Martinez Alier (« De l'économie à l'écologie en passant par les Andes ») et par une contribution de Gilbert Achcar (« L'orientalisme à rebours : de certaines tendances de l'orientalisme français après 1979 »).

Terminons sur un constat révélé dans ces travaux ici rassemblés : « Si la leçon est *a priori* radicalement opposée à celle proposée par les utopies de la technique ou de la décroissance volontaire, elle les

rejoint sur un point essentiel : la défense de l'idée selon laquelle l'égalité, l'investissement collectif dans l'élaboration de biens ou de services "publics" créent du bonheur et satisfont "d'autres besoins" » (p. 11).

Chadi El Nar

CREM, université Paul Verlaine-Metz  
chadyelnar@hotmail.com

**Véronique LE RU, *La vieillesse. De quoi avons-nous peur ?***

Paris, Larousse, coll. Philosophes, 2008, 224 p.

Comment s'intéresser en philosophe à la vieillesse ? Comment penser philosophiquement cette proposition paradoxale : bien vieillir, c'est rester jeune ? Telle pourrait être la question qui traverse ce livre éponyme. Véronique Le Ru fait l'hypothèse de prendre le contre-pied de la catégorisation actuelle de la vieillesse, un simple objet techniquement et démographiquement analysable, pour en faire une étape incontournable du devenir de tout être humain dans le processus d'individuation. Il s'agit aussi de penser ce qu'il y a de véritablement humain dans le fait de savoir que cette étape est la dernière. Cette réflexion passe d'abord par un travail de précision sémantique sur le mot « vieux ». Car au-delà de sa triple fonction qui consiste à désigner une qualité, un être et une manière d'être, cette notion est essentiellement relative.

Ceci étant, quel sens donner à la vieillesse ? Faut-il en faire une question individuelle ou une question collective ? Pour mieux questionner cette alternative, l'auteure mobilise non seulement Sénèque et Montaigne, mais aussi et surtout donne la parole, à vingt siècles de distance, à Cicéron et à Simone de Beauvoir en se référant à leur ouvrage respectif : *Caton l'Ancien. De la vieillesse* (Les Belles Lettres, 2003), *La vieillesse* (Gallimard, 1970). Ainsi entreprend-elle un dialogue imaginaire entre les deux auteurs qui ont le même âge quand ils parlent de la vieillesse. Même si pour les deux protagonistes, être vieux c'est lutter contre la vieillesse, il s'en dégage néanmoins une conception diamétralement opposée, toute chose qui peut encore nous instruire aujourd'hui. En effet, à l'inverse de Cicéron qui voit dans la vieillesse une période de sérénité et de sagesse, Simone de Beauvoir n'y constate que déchéance sociale, abandon, déréliction. À la vieillesse fantasmée et idéalisée, à travers la figure de Caton, répond la réalité de la vieillesse : une vieillesse désenchantée d'objets déchus.

Au-delà des écarts qui font débat, Véronique Le Ru choisit de soumettre vingt questions à l'appréciation des deux auteurs, ce qui est aussi une façon de souligner la possibilité d'un dialogue malgré la distance historique. Au demeurant, les deux philosophes reconnaissent la vieillesse impécunieuse comme la plus difficile à vivre. Portée par cette discussion, elle poursuit sa réflexion en s'interrogeant sur le sens et l'acte de vieillir à partir de six perspectives qui sont autant de représentations actuelles de la vieillesse : les trois premières sont fondées sur les faits et les trois suivantes relèvent de l'ordre des discours. Le premier est massif : c'est la canicule d'août 2003 qui a fait, en France, 15 000 morts en quinze jours chez les personnes âgées. Un non-événement dans l'indifférence quasi générale de la population. Cynisme, désinvolture ou fatalisme, on a estimé que ce groupe social constitué de personnes âgées était destiné à « mourir » de toute façon. Cela n'a entraîné que peu de réaction politique et guère de réaction sociale : « Le problème social de la vieillesse, comme le dit Véronique Le Ru, est un problème social tout court. Certaines sociétés choisissent d'être régies par un modèle continuiste, où toutes les générations se tiennent ensemble parce qu'elles s'entretiennent et maintiennent par la voix des anciens leur histoire et leur culture. D'autres, au contraire, fonctionnent sur un modèle discontinuiste d'opposition entre les générations, de péremption et d'exclusion des vieilles générations » (p. 66). Alors, que se serait-il passé s'il s'était agi d'une autre tranche d'âge ? Et surtout si cela s'était passé ailleurs ?

Ce modèle social discontinuiste sert de grille de lecture aux problèmes sociaux analysés en Occident comme conflit entre les générations. En effet, tout se passe comme si les rapports entre générations se transformaient en lutte de classes d'âge : les jeunes d'un côté et les vieux de l'autre. Les jeunes d'aujourd'hui sont moins favorisés que leurs aînés et rien n'est fait pour améliorer leur sort si bien que leur avenir semble marqué du sceau de la précarité. À ce titre, les publications récentes semblent éloquentes. Si, déjà dans son livre *Le Destin des générations* (Paris, Presses universitaires de France, 1998), Louis Chauvel diagnostiquait une fracture générationnelle, il se montre encore plus incisif dans son livre *Les classes moyennes à la dérive* (Paris, Presses universitaires de France, 2006) notamment sur les dangers d'une guerre des générations à venir, une guerre des âges. La publication concomitante de trois livres au titre très évocateur semble porter crédit à cette thèse. C'est le cas de celui de Denis Jeambar et Jacqueline Remy *Nos enfants nous haïront* (Paris, Éd. Le Seuil, 2006).